

Pôle Protection des Populations
18 Avenue Maréchal Joffre
Cedex
81013 ALBI

Albi, le

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2024

Contexte et constats

publié sur  **GÉORISQUES**
ABATTOIRS PUYLAURENTAIS SA
Route de Revel
81700 Puylaurens

Références :

Code AIOT : 0006802319

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2024 dans l'établissement ABATTOIRS PUYLAURENTAIS SA implanté Route de Revel 81700 Puylaurens.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ABATTOIRS PUYLAURENTAIS SA
- Route de Revel 81700 Puylaurens
- Code AIOT : 0006802319 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

Abattoir multi-espèces soumis au régime de l'autorisation au titre des ICPE.

Contexte de l'inspection : Risques chroniques

Thèmes de l'inspection : Déchets, Eau de surface, Odeur

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par

l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Il est constaté l'absence de convention d'autorisation de rejet des eaux usées (convention spéciale de déversement) entre la SARL Atelier Puylaurentais de Découpe Porcine (A.P.D.P.) et l'abattoir. Il est donc demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection des ICPE une convention d'autorisation de rejet signée des deux parties.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9	

2	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 10	
4	Etapes de l'abattage.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 15	
5	Stockage.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17 > I.	
6	Stockage.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17 > II.	
7	Stockage.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 19	
8	Prélèvement et consommation d'eau.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 20	
9	Prélèvement et consommation d'eau.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 21	
10	Prélèvement et consommation d'eau.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 24	
11	Traitement et rejets des effluents.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25	
12	Traitement et rejets des effluents.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26	
13	Traitement des déchets et sous- produits animaux.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 29	
14	Dispositions particulières à la pollution de l'eau.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 33	
15	1 - Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique...	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article I	
16	Dispositions particulières pour les rejets dans le milieu naturel ...	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article I > b)	
17	3 - Polluants spécifiques du secteur d'activité	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article I	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Etablissement géré avec sérieux mais qui rencontre une problématique au niveau des eaux pluviales lors d'évènements intenses. La localisation de l'abattoir en bout de zone artisanale et sur terrain en pente facilite la récupération des eaux de toute la zone, ce qui pourrait provoquer la saturation temporaire de la station d'épuration. Une réflexion avec la communauté de communes est à mener sur le sujet.

Par ailleurs, l'attention de l'exploitant est attirée sur la gestion préventive des eaux souillées (en cas d'incendie ou accident).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9	
Thème(s) : Risques accidentels -	
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.	
Constats : <ul style="list-style-type: none">• Présentation du dernier rapport de thermographie en date du 30 juin 2023 ;• Présentation du rapport de contrôle des installations électriques en date du 17 mai 2023 précisant l'absence de risque incendie.	
Respect de la prescription :	<input checked="" type="checkbox"/>
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 2 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 10

Thème(s) : Risques accidentels -

Prescription contrôlée :

L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Une attention particulière est portée aux locaux abritant les installations frigorifiques. En nombre suffisant, ces moyens sont correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les bâtiments et les annexes sont maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

Constats :

- Présentation du rapport de contrôle des moyens de lutte incendie daté du 5 décembre 2023 ;
- Bâtiments et annexes maintenus propres ;
- Système de désenfumage fonctionnel.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : Eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14	
Thème(s) : Risques accidentels -	
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.	
Constats : <ul style="list-style-type: none">• Présence d'un réseau de collecte de type séparatif ;• Absence de dispositifs permettant d'isoler les eaux souillées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement ;• Absence de consigne définissant les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réfléchir à la mise en place de dispositifs d'isolation des eaux polluées, de rédiger des consignes s'y rapportant et de transmettre à l'inspection des installations classées le résultat de ses réflexions.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Avec suites
Proposition de suites :	Demande d'action corrective
Proposition de délais :	3 Mois

N° 4 : Etapes de l'abattage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 15

Thème(s) : Risques accidentels -

Prescription contrôlée :

L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.

Les locaux d'attente et d'abattage des animaux, de refroidissement et de conservation des carcasses et de stockage des sous-produits d'origine animale sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur.

Le sol est étanche, résistant au passage des équipements permettant la manipulation des produits stockés et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage, du sang d'égouttage résiduel et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte.

La collecte du sang des animaux est réalisée à part de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents.

Constats :

- Présence d'une aire de nettoyage et désinfection conçue pour récupérer les effluents qui seront dirigés vers la station de traitement ;
- Locaux adaptés à l'activité et facilement nettoyables ;
- Sol étanche facilitant les écoulements vers les installations de collecte ;
- Collecte de sang des animaux réalisée dans une cuve dédiée.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 5 : Stockage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17 > I.

Thème(s) : Risques accidentels -

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;

- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

Présence de bacs de rétention pour les produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 6 : Stockage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17 > II.

Thème(s) : Risques chroniques -

Prescription contrôlée :

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Constats :

- Rétentions étanches constatées ;
- Stockage des produits incompatibles entre eux sur bacs de rétention différents ;

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 7 : Stockage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 19

Thème(s) : Risques chroniques -

Prescription contrôlée :

Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux.

Pendant le stockage et au moment de l'enlèvement de ces déchets et sous-produits, et notamment dans les abattoirs de ruminants procédant au retrait des MRS, les jus d'écoulement sont dirigés vers l'installation de prétraitement des effluents d'abattoir.

Les eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits (bacs ayant contenu des viandes et des abats saisis et, dans les abattoirs de ruminants, des MRS) sont collectées et dirigées vers l'installation de prétraitement des effluents de l'abattoir.

Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.

L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin de les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.

A l'exception des procédés de traitement anaérobies, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert est évitée en toutes circonstances. Ces installations sont pourvues de dispositifs d'aération et/ou couvertes, si cela s'avère nécessaire.

Constats :

- Stockage des déchets dans des locaux adaptés ;
- Jus d'écoulement et eaux de nettoyage dirigés vers l'installation de prétraitement des effluents de l'abattoir ;
- Cadavres et sang stockés réglementairement ;
- Fumière couverte ;
- Abattoir situé en zone artisanale sans habitat à proximité.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 8 : Prélèvement et consommation d'eau.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 20

Thème(s) : Risques accidentels -

Prescription contrôlée :

Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant déclare une consommation d'eau globale rapportée au tonnage abattu de 3 ou 4 L / kg de carcasse.

Le bilan de la campagne de mesures réalisées du 20 au 26 mai 2024 confirme une consommation moyenne de 4,1 litre / kg de carcasse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 9 : Prélèvement et consommation d'eau.**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 21**Thème(s) :** Risques accidentels -**Prescription contrôlée :**

En cas d'approvisionnement en eau potable par un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les volumes d'eau utilisés sont mesurés par le compteur dont est équipé le branchement de l'établissement.

Constats :

- Présence de disconnecteur ;
- Présence d'un compteur d'eau.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Sans suite**Proposition de suites :**

N° 10 : Prélèvement et consommation d'eau.**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 24**Thème(s) :** Risques accidentels -**Prescription contrôlée :**

Les ouvrages de prélèvement d'eau, visés aux articles 22 et 23 ci-dessus, sont munis d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Les résultats, consignés dans un registre éventuellement informatisé, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée définie dans l'arrêté d'autorisation.

Constats :

Présentation de l'enregistrement des consommations d'eau journalier automatisé depuis mars 2023

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Sans suite**Proposition de suites :**

N° 11 : Traitement et rejets des effluents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25

Thème(s) : Risques accidentels -

Prescription contrôlée :

On entend par effluents :

- les eaux résultant de l'activité (process, lavage) ;
- les eaux vannes (sanitaires).

Les canalisations de transport sont adaptées à la nature des effluents qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. L'exploitant identifie les canalisations qui nécessitent un curage régulier, propose un planning de curage et prévoit la filière d'élimination de ces boues de curage.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

- Présentation du plan des réseaux d'eau et des égouts actualisé

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 12 : Traitement et rejets des effluents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26

Thème(s) : Risques chroniques -

Prescription contrôlée :

L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.

Constats :

- Présence d'une station de traitement des effluents avec dégrillage raclé et tamisage ;
- Maintenance en interne assurée par 3 personnes ;
- Installations correctement entretenues.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 13 : Traitement des déchets et sous-produits animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 29

Thème(s) : Risques chroniques -

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et économiquement acceptables.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'élimination des MRS et des sous-produits animaux.

Les sous-produits animaux de l'installation sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement. Ils sont éliminés ou valorisés conformément à la réglementation en vigueur.

Les matériels et outils jetables utilisés susceptibles d'être souillés par des matériels à risques spécifiés doivent être éliminés conformément au décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.

Constats :

- Déchets triés et envoyés en filières adaptées ;
- Présentation des factures de mise en déchetterie ;
- Présence d'une benne à métaux ;
- Sous-produits éliminés et valorisés réglementairement ;
- Absence de matériels à risques spécifiés.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 14 : Dispositions particulières à la pollution de l'eau.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 33

Thème(s) : Risques accidentels -

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des effluents rejetés ou raccordés. La fréquence de mesure des paramètres Débit, DCO, DBO5 et MES est conforme à celle indiquée en annexe III.

La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m³. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.

Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, une mesure au moins mensuelle est réalisée sur l'azote total et le phosphore total.

Lorsque l'installation possède ses propres dispositifs d'épuration et lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées ci-dessous, une mesure journalière est réalisée sur l'azote total et le phosphore total.

Azote total : 50 kg/j.

Phosphore total : 15 kg/j.

Une mesure journalière est réalisée sur les hydrocarbures totaux si le seuil de 10kg/j est dépassé.

Lorsque les seuils définis ci-dessous sont dépassés en contributions nettes, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.

Fréquence
Seuil de flux

Cuivre et composés (en Cu)

Mensuelle

Trimestrielle(2)

500 g/j

200 g/j

Zinc et composés (en Zn)

Mensuelle

Trimestrielle(2)

500 g/j

200 g/j

Autre substance dangereuse visée à l'annexe I paragraphe 4

Mensuelle

Trimestrielle(2)

100 g/j

20 g/j

Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'annexe I paragraphe 4

Mensuelle
Trimestrielle(2)
5 g/j
2 g/j

Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut, le cas échéant, se référer à des fréquences différentes pour les paramètres DCO, DBO5 (1) , MES, azote global et phosphore total.

Ces fréquences sont au minimum hebdomadaires.

(1) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.

(2) Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut se référer à des fréquences différentes pour la surveillance des rejets de micropolluants si celles-ci sont déjà définies par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station.

Ces mesures sont effectuées à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit.

Dans le cas des rejets de bassins de lagunage, des seuils ou des fréquences différents pourront être fixés en ce qui concerne le paramètre MES.

Constats :

Présentation du bilan de pollution hebdomadaire rédigé suite à une campagne de mesures réalisée du 20 au 26 mai 2024 : les résultats des analyses sur tous les paramètres sont très bons.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article I
Thème(s) : Risques accidentels -
<p>Prescription contrôlée : Sur un échantillon moyen journalier et conformément aux dispositions de l'article 27, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent soit les valeurs limites de concentration soit les valeurs limites en rendement définies par le tableau ci-après :</p> <p>TYPE DE MESURE CONCENTRATION maximale (mg/l) RENDEMENT minimum (%)</p> <p>DBO5 25 80</p> <p>DCO 125 75</p> <p>MES 35 90</p> <p>Par ailleurs, le flux spécifique de pollution calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière ne doit pas dépasser :</p> <p>TYPE DE MESURE VALEUR LIMITE D'ÉMISSION (en grammes par tonne de carcasse traitée)</p> <p>DBO5 180</p> <p>DCO 720</p> <p>MES 18</p>
<p>Constats : Valeurs réglementaires respectées.</p>
<p>Respect de la prescription : <input checked="" type="checkbox"/></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites :</p>

N° 16 : Dispositions particulières pour les rejets dans le milieu naturel ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article I > b)

Thème(s) : Risques accidentels -

Prescription contrôlée :

En plus des dispositions précédentes, l'arrêté d'autorisation, selon les niveaux de flux du rejet, les caractéristiques du milieu récepteur et les prescriptions relatives à la zone sensible à l'eutrophisation, impose les dispositions suivantes pour au moins un des deux paramètres en fonction du milieu récepteur :

Des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 80 % pour l'azote.

Des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 90 % pour le phosphore.

Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé) (Code SANDRE:1551)

15 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 150 kg/j ;

10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 300 kg/j.

Phosphore (phosphore total) : (Code SANDRE:1350)

2 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 40 kg/j ;

1 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est supérieur à 80 kg/j.

Pour l'azote, lorsque le procédé d'épuration mis en œuvre est un procédé biologique, les dispositions prévues au a et au b sont respectées lorsque la température de l'eau au niveau du réacteur est d'au moins 12 °C. Cette condition de température peut être remplacée par la fixation de périodes d'exigibilité déterminées en fonction des conditions climatiques régionales.

Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées au a et au b.

Constats :

Valeurs réglementaires respectées.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 17 : 3 - Polluants spécifiques du secteur d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article I

Thème(s) : Risques chroniques -

Prescription contrôlée :

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes avant rejet dans le milieu naturel :

N° CAS

Code SANDRE

Valeur limite

Hydrocarbures totaux

-

7009

10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j

Cuivre et ses composés (en Cu)

7440-50-8

1392

0,150 mg/l si le rejet dépasse 2 g/j

Zinc et ses composés (en Zn)

7440-66-6

1383

0,8mg/l si le rejet dépasse 10 g/j

Constats :

- Valeur réglementaire en teneur en hydrocarbures respectée ;
- Absence d'analyse de cuivre et zinc car paramètres inadaptés à l'activité.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :